

FINISTÈRE À GAUCHE TOUTE

RASSEMBLER CONTRE L'AUSTÉRITÉ

PENN AR BED A GLEIZ TOUD !

ASAMBLEZ EVIT BEVA GWELLOC'H ER VRO !

Le 28 septembre prochain, c'est l'humain avant la finance !

Madame, Monsieur, Cher(e) collègue

A l'occasion des élections sénatoriales, nous appelons tous les électeurs et électrices qui œuvrent au quotidien dans leurs communes à défendre et créer des emplois durables, à lutter pour les services publics de proximité et la démocratie, à exprimer clairement leur volonté de changer la politique du gouvernement HOLLANDE-VALLS, une politique adorée par le MEDEF et la finance...

Pourquoi vous ne pouvez plus faire confiance ni au PS ni à la droite ?

Pendant que les sénateurs PS du Finistère votaient le pacte budgétaire européen, la contre-réforme des retraites, la remise en cause du droit du travail avec l'ANI, les 50 milliards offerts au patronat avec le CICE et « le pacte de responsabilité », les sénateurs du Front de Gauche faisaient de la résistance et des propositions alternatives, vraiment de gauche, pour plus de justice fiscale, la conquête de nouveaux droits. N'était-ce pas pour ça que nous avons chassé du pouvoir Sarkozy et sa droite affairiste, réactionnaire et ultra-libérale ?

Une autre politique est possible

Nous nous mobilisons pour que la France sorte de l'OTAN, qu'elle retire son soutien à l'impérialisme américain, qu'elle suspende les négociations du Grand Marché Transatlantique. Nous plaçons pour que la France, 5e puissance mondiale dont la voix compte, désobéisse à l'UE ultra-libérale en imposant la renégociation de traités ratifiés dans des conditions non démocratiques. Si vous voulez une 6e République moins présidentielle, avec une généralisation du scrutin proportionnel pour échapper au piège du bipartisme, si vous voulez une fiscalité plus progressive sur les revenus et les héritages, et une vraie transition écologique, il faut oser avec nous le vrai changement.

Nos parlementaires sont aujourd'hui en première ligne pour défendre l'augmentation du SMIC et des minimas sociaux, dénoncer les 20 milliards de baisses de dotations aux collectivités locales et une réforme territoriale conduite dans un déni total de démocratie et de clarté, dans la précipitation et l'amateurisme, tout comme la réforme des rythmes scolaires. La réforme territoriale consiste à réduire le périmètre de l'action publique, à regrouper les investissements autour des métropoles, en pensant l'aménagement du territoire en termes de concurrence et non plus de solidarité, de réponse aux besoins sociaux et de proximité avec les citoyens. Nul besoin d'écotaxe pour financer les infrastructures de transports, nos parlementaires proposent la renationalisation des autoroutes qui engraisent actuellement Vinci, Eiffage et consorts.

La commune : ses élus et ses citoyens, piliers de la démocratie

36 000 communes en France, 283 communes dans le Finistère : c'est un atout, celui d'une capacité d'action au plus près de la population. 101 départements : ce n'est pas un poids budgétaire insupportable pour notre pays, c'est un outil efficace pour l'organisation équitable du service public sur le territoire. A l'inverse, nous nous opposons à la constitution de métropoles qui vont centraliser le pouvoir et nuire à la vitalité de nos communes et de nos territoires. Nous soutenons le renforcement d'un maillage rural-urbain, équilibré autour de villes moyennes. La métropole qui se dessine à Brest fait tout l'inverse : taille et gouvernance qui excluent les populations des décisions, mise en concurrence érigée en règle, c'est à dire le contraire d'un réseau de communes où les citoyens maîtrisent les choix et les moyens de leur mise en œuvre.

Nous continuerons à être un point d'appui pour les élus et les citoyens qui se battent pour les services publics et l'école publique : la création du collège de Plabennec par exemple est le fruit d'un long combat citoyen et laïque... Comment ne pas regretter que le breton et l'enseignement bilingue ne soient pas soutenus davantage à l'école publique ? C'est aussi la lutte qui ramène l'eau, bien commun en régie publique : à Berrien, où l'eau est revenue en régie publique, cette ressource de qualité est une des moins chères du Finistère... C'est tous ensemble qu'il faut faire échec aux grands projets inutiles, coûteux, néfastes pour l'environnement et le développement harmonieux du territoire, tels que la Centrale à Gaz de Landivisiau, des projets de ports de plaisance surdimensionnés... comment sans investissement ?

Des services publics de qualité partout et pour tous

Nous combattons la concentration des services publics dans les grandes villes au nom de la rentabilité, que l'on fait passer avant les besoins de la population : notamment dans le cas des hôpitaux, avec la fermeture des maternités, des services de chirurgie puis de médecine dans les « petits hôpitaux » où il ne restera bientôt que des services de gériatrie. Il faut proscrire les partenariats public-privé (PPP) qui à terme se révèlent plus coûteux et placent le service public en position de dépendance. Comment, sans investissement public important, adapter la société au vieillissement, rendre effectif le droit à l'autonomie des personnes âgées dans le Finistère. Actuellement, de l'aveu même de Pierre Maille, il manque 2000 places en maison de retraite dans le Finistère ! Les associations d'aide à domicile sont en grande difficulté, leurs salariés travaillent dans des conditions très précaires : que fait l'État pour créer les conditions d'une prise en charge de la perte de l'autonomie digne de ce nom dans le cadre de la Sécurité sociale ? Rien, ou presque : on se repose sur la solidarité familiale et on ne soutient pas assez les départements qui gèrent l'APA.

Répondre aux besoins de la population

En votant pour notre liste, vous ferez le choix d'une politique de relance par l'investissement public et social et le partage des richesses en lieu et place de cette politique néo-libérale qui accroît les inégalités, le chômage, le discrédit de la politique. Dans un contexte de domination de plus en plus brutale des logiques capitalistes, de montée de l'extrême-droite attisée par la crise, il est plus que jamais nécessaire de rappeler que c'est l'humain qui doit servir de boussole aux politiques publiques.

Préparons l'avenir de notre région

Notre région a beaucoup souffert ces derniers mois de la crise agro-alimentaire, avant tout imputable à la pression sur les prix de la grande distribution, au manque de prévoyance et à la cupidité des patrons, au double jeu de certains producteurs. Le gouvernement n'a apporté aucune réponse satisfaisante jusqu'à présent. La montée du chômage et de la précarité est une réalité dans les villes, comme en zone rurale ou péri-urbaine, et les communes ont de moins en moins de moyens financiers pour mener des politiques visant à assurer au maximum l'égalité des droits. Le Finistère peut rebondir en misant sur la recherche, les industries de la mer, les énergies renouvelables, l'agriculture écologique et durable, la promotion du patrimoine et de la culture dans toute sa diversité. Nous voulons répondre à l'urgence sociale, cela n'empêche pas de mesurer aussi l'urgence écologique. Dérèglement climatique, pollutions, algues vertes, projets inutiles et coûteux... exigent des réponses à la hauteur des dangers.

Une liste authentiquement de gauche, au service des résistances citoyennes



Ismaël Dupont 34 ans, professeur documentaliste, candidat aux législatives à Morlaix en 2012, élu du Front de Gauche à Morlaix et Morlaix-Communauté, membre du PCF



Véronique Blanchet 51 ans, assistante maternelle, ancienne adjointe au maire de Pont Labbé (vice-présidente de la Communauté de Commune Pays Bigouden sud), tête de liste finistérienne du Front Breton de Gauche aux Régionales de 2009, candidate aux municipales de 2014, membre du PCF



Paul Quémener 64 ans artisan et commerçant retraité, maire de Berrien membre du Front de Gauche Centre-Finistère



Christine Panaget Le Roy 51 ans, secrétaire, candidate suppléante du Front de Gauche aux législatives à Brest rural en 2012 et aux municipales à Brest en 2014, membre du groupe Ensemble



Michel Le Goff 51 ans, ouvrier dans l'agro-alimentaire, responsable syndical et élu à Bannalec, membre du Front de Gauche de Rosporden et du PCF



Noëlle Péoch 62 ans, enseignante en retraite, militante pacifiste, candidate du Front de Gauche aux législatives en 2012 dans le Centre-Finistère